



CONTEXTE NATIONAL ET INTERNATIONAL

Dans l'ensemble des économies avancées, l'activité a progressé au troisième trimestre 2011 à un rythme nettement supérieur à celui du deuxième trimestre (+0,5 % après +0,2 %). Dans la zone euro, l'activité a progressé au troisième trimestre au même rythme qu'au trimestre précédent (+0,2 %). Les économies française (+0,3 % après -0,1 %) et allemande (+0,5 % après +0,3 %) ont accéléré, soutenues par le net rebond de la consommation des ménages. En revanche, l'activité a stagné en Espagne (après 0,1 % au trimestre précédent) et se serait repliée en Italie (-0,2 % après +0,3 %), en raison du recul de la demande intérieure. Avec la baisse du prix des matières premières et le ralentissement de la conjoncture fin 2011, les tensions inflationnistes s'estomperaient nettement dans les pays émergents.

En France, l'activité a rebondi au troisième trimestre 2011 (+0,3 % après -0,1 % au deuxième trimestre 2011). Elle se contracterait légèrement au quatrième trimestre 2011 (-0,2 %) et au premier trimestre 2012 (-0,1 %) avant de progresser faiblement au deuxième trimestre 2012 (+0,1 %). La demande des entreprises, moteur de la reprise depuis deux ans, finirait par fléchir : face à des perspectives d'activité atones, et au resserrement de leurs conditions de financement, les entreprises réduiraient leurs dépenses d'investissement. La production d'énergie s'est nettement redressée (+2,6 %) après avoir fortement reculé au trimestre précédent (-1,6 %), et l'activité dans les services a légèrement accéléré (+0,5 % après +0,3 %).

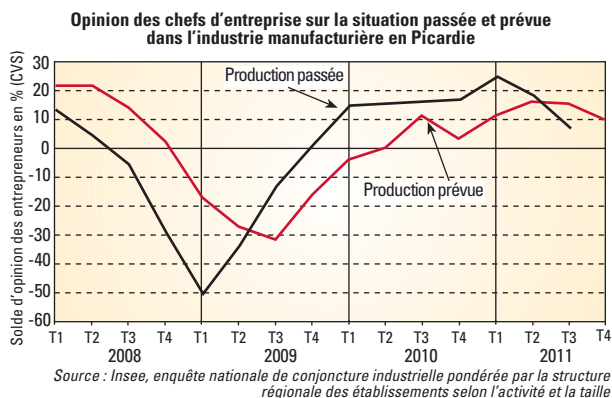
Le rythme des créations d'emploi dans les secteurs marchands non agricoles s'est nettement infléchi au troisième trimestre 2011, notamment dans le secteur de l'intérim. Avec la faiblesse de l'activité, la situation sur le marché de l'emploi continuerait de se détériorer : 14 000 postes seraient supprimés au second semestre 2011 puis 61 000 au premier semestre 2012. L'emploi total serait néanmoins soutenu par une intensification du recours aux emplois aidés. Le taux de chômage s'est établi à 9,3 % de la population active au troisième trimestre 2011. Il augmenterait à 9,6 % d'ici mi-2012.

SYNTHÈSE RÉGIONALE

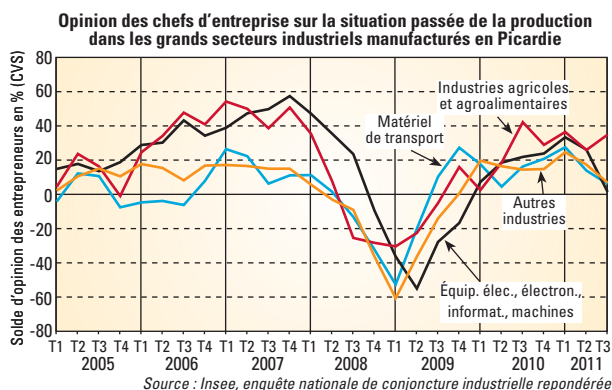
Les difficultés nationales commencent à se faire sentir sur le plan régional. Les soldes d'opinion des entrepreneurs picards sur leur situation économique se dégradent. Dans le bâtiment, alors que la situation commençait à se redresser, les chefs d'entreprise estiment leur production en repli. Dans les secteurs de l'industrie et des services, les entrepreneurs ne sont pas optimistes ce trimestre ainsi que pour la fin de l'année 2011.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A est toujours élevé. Il augmente de +2,8 % en un an. Le taux de chômage s'élève à 10,7 %, soit une diminution de -0,1 point par rapport au trimestre précédent. Le nombre de créations d'entreprises augmente légèrement (+2,1 %) mais le nombre d'auto-entrepreneurs tend à diminuer (-5,6 %).

Selon les enquêtes de conjoncture dans l'industrie d'octobre 2011, les industriels picards jugent que leur activité est en diminution. Les carnets de commandes se dégarnissent, en raison d'une demande en forte baisse. Pour le quatrième trimestre 2011, les industriels s'attendent à un repli de leur production.



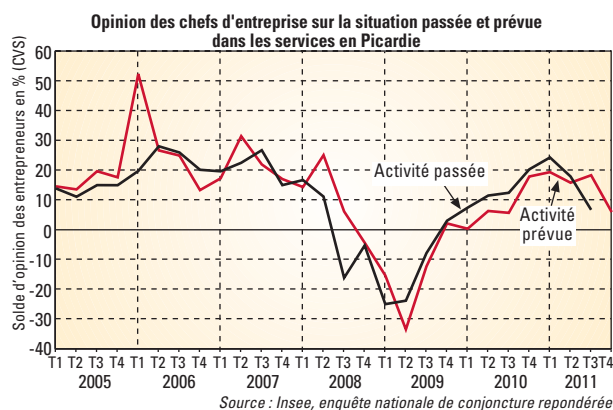
Seul le secteur de l'agroalimentaire est épargné par les difficultés économiques. Les entrepreneurs agricoles estiment que leur activité passée s'est améliorée. Dans le secteur des matériels de transport et dans les autres secteurs de l'industrie (chimie, pharmacie, métallurgie, caoutchouc...), les industriels jugent leur production en baisse. Dans le secteur des équipements électriques, électroniques, informatiques et machines, l'activité s'est fortement dégradée. La demande adressée aux industriels est moins dynamique qu'au trimestre précédent. Pour les mois à venir, les industriels ne sont pas optimistes, avec un recul de la demande sauf dans le secteur des matériels de transport.



En France, les industriels estiment que la production est en légère baisse par rapport au deuxième trimestre. Les perspectives générales, qui traduisent l'opinion des entrepreneurs sur l'évolution globale du secteur, se dégradent fortement.

*Note : les enquêtes de conjoncture régionales sont désormais publiées selon la nouvelle nomenclature d'activité française, NAF rév2.

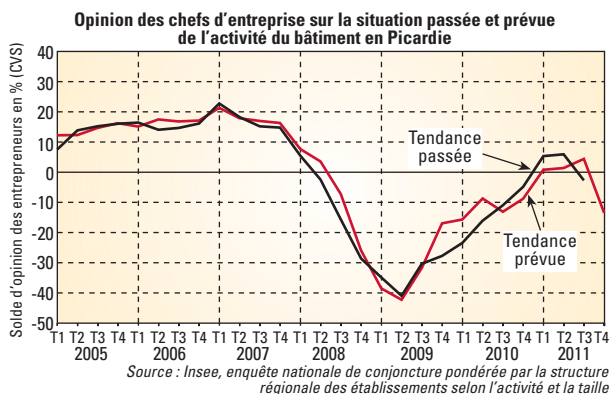
Selon les enquêtes de conjoncture dans les services en octobre 2011, les entrepreneurs picards estiment que leur activité est en repli. Le résultat d'exploitation est en forte baisse et devrait continuer à baisser au cours du quatrième trimestre. Dans les activités immobilières et dans les activités spécialisées, scientifiques et techniques, l'activité est en léger repli. Dans les activités de services administratifs et de soutien, les chefs d'entreprises estiment que leur production se dégrade fortement. Dans les autres activités de services (services aux ménages), les entrepreneurs sont plus optimistes que les trimestres précédents. Au quatrième trimestre, les perspectives pour tous les secteurs d'activité devraient être en baisse, surtout le secteur des services aux ménages. Les entrepreneurs ne sont pas optimistes sur leur chiffre d'affaires pour la fin de l'année 2011.



En France, les chefs d'entreprise jugent que leur activité est en léger repli. Les perspectives générales de production sont en forte diminution. L'indicateur synthétique du climat des affaires ne cesse de diminuer et est inférieur à la moyenne de longue période en septembre 2011.

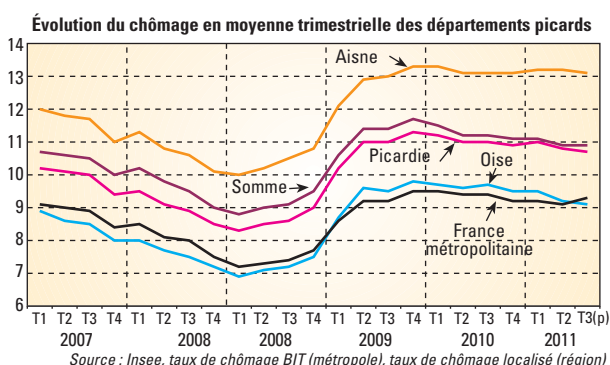
En Picardie, selon les enquêtes de conjoncture dans le bâtiment au troisième trimestre 2011, les entrepreneurs estiment que leur activité se contracte, surtout dans le gros-œuvre. Les carnets de commandes se dégarnissent à nouveau et sont toujours jugés inférieurs à la moyenne de longue période. Au quatrième trimestre 2011, la situation devrait fortement se dégrader.

En France, les entrepreneurs jugent que leur activité baisse légèrement. Les carnets de commandes sont toujours peu garnis, inférieurs à la moyenne de longue période. En octobre 2011, les perspectives générales reculent fortement, nettement en dessous de la moyenne de longue période.



En moyenne sur le troisième trimestre 2011, le taux de chômage en Picardie s'élève à 10,7 %, soit une diminution de -0,1 point. En France métropolitaine, le taux de chômage s'établit à 9,3 %, soit 2,6 millions de personnes. Il est en hausse de 0,2 point par rapport au deuxième trimestre 2011.

Le taux de chômage dans l'Aisne est toujours très élevé. Il atteint 13,1 %, soit un recul de -0,1 point. Le département se situe en troisième position des départements métropolitains les plus touchés, derrière l'Hérault (13,6 %) et les Pyrénées-Orientales (13,5 %). Le chômage dans l'Oise est de 9,1 %, soit une diminution de -0,1 point. Pour la première fois depuis le quatrième trimestre 2008, le taux isarien est inférieur au taux métropolitain. Dans la Somme, le chômage reste stable par rapport au deuxième trimestre 2011. Il s'élève à 10,9 % de la population active.



Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a progressé au même rythme en Picardie et en France métropolitaine : +2,8 %. Dans l'Aisne, le nombre de demandeurs d'emploi subit une hausse importante de +6,2 %, passant la barre des 30 000 demandeurs. Il est en légère augmentation dans la Somme (+2,8 %), alors qu'il reste stable dans l'Oise.

Les demandeurs d'emploi de 50 ans et plus sont les plus touchés par un marché du travail en difficulté. En un an, le rythme des hausses est similaire, respectivement +14,9 % en Picardie et +14,1 % en France métropolitaine. Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans se réduit dans la région (-4,4 %) et en France métropolitaine (-2,2 %). Mais la part des jeunes picards parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi est toujours très importante : 21,5 % contre 17,5 % en France métropolitaine. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C depuis un an ou plus augmente fortement : +11,0 % en Picardie et +7,5 % en France métropolitaine sur les douze derniers mois.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi au 30/09/11

	Demandeurs d'emploi (en milliers)	Évolution sur 1 an (en %)	Part des moins de 25 ans (en %)	Part des femmes (en %)
Aisne	30,2	6,2	21,1	48,8
Oise	35,1	-0,1	20,8	50,6
Somme	26,9	2,8	22,9	48,7
Picardie	92,2	2,8	21,5	49,5
France métropolitaine	2 762,5	2,8	17,5	49,6

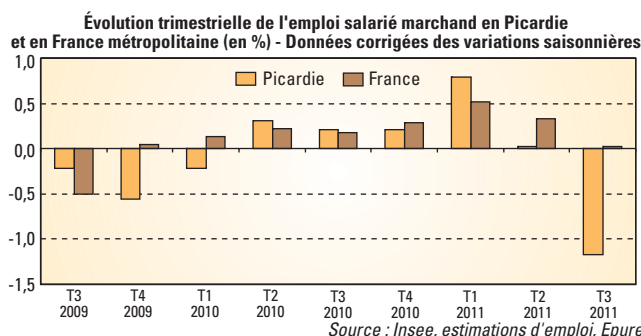
Source : Direccte - Champ : DEFM de catégorie A (données brutes)

Au 3^e trimestre 2011, l'emploi¹ picard chute de 1,2 %, mettant fin à une période de hausse amorcée au 2^e trimestre 2010. Au trimestre précédent, la croissance de l'emploi avait déjà fortement ralenti.

La Picardie est la région qui enregistre l'évolution la plus défavorable ce trimestre. Cette évolution s'inscrit cependant dans une tendance à la dégradation des effectifs salariés fortement répandue sur le territoire français : la moitié des régions connaissent une baisse d'au moins 0,3 %.

En Picardie, tous les secteurs d'activité sont concernés. Les plus touchés sont l'industrie (-1 400 emplois), l'intérim (-1 400 emplois) et les services marchands hors intérim (près de 800 emplois perdus). Dans l'industrie, l'ampleur du repli de l'emploi salarié reste toutefois moins marqué qu'au cœur de la récession début 2009. Dans le secteur de l'intérim, les pertes sont les plus importantes enregistrées depuis le 2^e trimestre 2009. Dans les autres secteurs d'activité, la situation de l'emploi s'est également nettement dégradée en comparaison avec le premier semestre 2011.

¹ Emplois salariés marchands (y compris intérim) des établissements affiliés à l'URSSAF, en données corrigées des variations saisonnières. NB : ces évolutions sont basées sur des données provisoires.



Taux d'évolution de l'emploi salarié marchand en Picardie et en France métropolitaine au 3^e trimestre 2011 - Données CVS en % en fin de trimestre

	Évolution trimestrielle		Évolution annuelle	
	Picardie	France métropolitaine	Picardie	France métropolitaine
Ensemble des secteurs	-1,2	0,0	-0,2	1,2
Industrie	-1,2	-0,1	-1,0	0,0
Construction	-1,3	0,2	-2,0	0,0
Commerce	-0,5	0,1	1,0	1,0
Services marchands	-1,4	0,0	0,4	2,0
dont intérim	-7,0	-2,7	2,2	3,5

Source : Insee, estimations d'emploi, Epure

Évolution de l'emploi salarié marchand en Picardie - Données CVS en nombre en fin de trimestre

	Évolution trimestrielle		Évolution annuelle	Niveau
	2 ^e tr. 2011	3 ^e tr. 2011	3 ^e tr. 2011	3 ^e tr. 2011
Ensemble des secteurs	95	-4 495	-600	379 000
Industrie	-31	-1 413	-1 164	112 056
Construction	-136	-492	-750	36 639
Commerce	752	-382	733	75 748
Services marchands	-490	-2 208	582	154 557
dont intérim	-267	-1 445	425	19 324

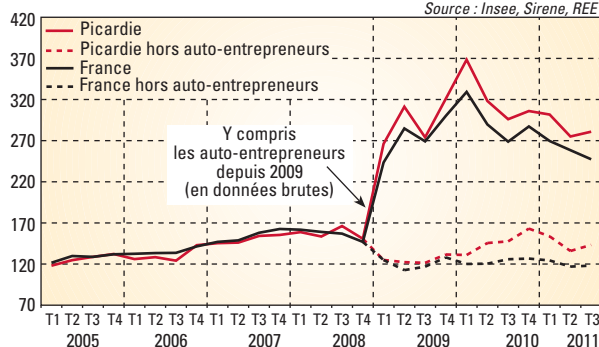
Source : Insee, estimations d'emploi, Epure

En Picardie, le nombre de créations d'entreprises progresse légèrement (+2,1 %) au troisième trimestre 2011, comparé au trimestre précédent. En France métropolitaine, il diminue de -4,3 %. Le nombre d'auto-entrepreneurs représente toujours la moitié de l'ensemble des créations : 54,2 % en Picardie et 53,7 % en France métropolitaine. Cependant, ce nombre tend à baisser dans la région mais moins que dans l'ensemble de la métropole (respectivement -5,6 % et -10,2 %).

Parmi les secteurs les plus porteurs de créations d'entreprises, seul le secteur du soutien aux entreprises enregistre une hausse significative du nombre de créations (+7,7 %) par rapport au second trimestre 2011, mais en baisse de -6,9 % par rapport au troisième trimestre 2010. Pour les autres secteurs porteurs, les hausses sont moindres : construction et services aux ménages (+2,1 %). Le secteur du commerce et de la réparation, traditionnellement très dynamique en termes de créations d'entreprises, connaît une réduction du nombre de créations : -9,1 %.

Sur un an, le volume de créations d'entreprises est de 11 200 en Picardie et de 561 900 en France métropolitaine. En glissement annuel, le nombre de créations se contracte au même rythme dans la région et en métropole (-10,7 %). Les trois départements picards sont concernés par cette diminution : -12,8 % dans l'Oise, -11,2 % dans l'Aisne et -5,8 % dans la Somme.

Évolution des créations d'entreprises en France et en Picardie
Base 100 en 2000 (données CVS)



Créations d'entreprises par secteur d'activité - données CVS

	2011		3 ^e tr. 11/ 2 ^e tr. 11	3 ^e tr. 11/ 3 ^e tr. 10
	2 ^e trim.	3 ^e trim.		
Picardie dont :	2 645	2 701	2,1	-5,1
Industrie	121	151	24,3	17,4
Construction	457	466	2,1	1,5
Commerce, réparation	663	603	-9,1	-6,4
Transport	49	67	37,5	-0,3
Hébergement, restauration	136	133	-2,5	-6,2
Information et communication	87	103	19,4	-4,3
Activités financières	57	42	-26,0	-8,9
Activités immobilières	103	80	-22,3	13,2
Soutien aux entreprises	442	476	7,7	-6,9
Enseignement, santé, action sociale	196	237	20,7	8,8
Services aux ménages	338	345	2,1	-24,6
France	136 922	131 067	-4,3	-8,0

Source : Insee, Sirene REE

POUR EN SAVOIR PLUS

www.insee.fr

onglet "Thèmes" thème "Conjoncture"

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Les enquêtes de conjoncture

L'Insee effectue des enquêtes nationales auprès des entreprises des secteurs de l'industrie, des services et du bâtiment. Les résultats régionaux sont obtenus en appliquant aux indicateurs nationaux élémentaires la structure régionale des établissements selon leur secteur d'activité et leur taille. Le profil régional est établi à partir des masses salariales de la source CLAP (Connaissance Locale de l'Appareil Productif).

Les résultats sont présentés sous la forme de soldes d'opinion, écarts entre les proportions d'entrepreneurs qui estiment la situation « en hausse » et « en baisse » au regard de la question posée. Les réponses « stable » n'influencent pas la valeur des soldes. Cette représentation améliore la lisibilité sans perte d'information notable.

L'interprétation des soldes d'opinion est fondée sur l'évolution des séries plutôt que sur leur niveau. On peut toutefois comparer les soldes d'opinion à leur moyenne de longue période afin de tenir compte du comportement usuel de réponse des chefs d'entreprise.

La nomenclature d'activités française révision 2 (Naf Rév2) s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2008 à la précédente nomenclature, dite Rév1, qui datait de 2003. Les données présentées sont recalculées selon cette nouvelle nomenclature. Le passage à la Naf Rév2 ayant modifié partiellement les regroupements d'activités, les données exposées ici ne sont pas comparables à l'identique aux anciennes données.

Le taux de chômage

Le taux de chômage est estimé à partir de l'Enquête Emploi et en adoptant les critères européens. Est définie comme chômeur toute personne qui déclare ne pas avoir travaillé au cours d'une semaine déterminée, être à la recherche active d'emploi et être disponible dans les 15 jours qui suivent pour prendre un travail.

Les séries de taux de chômage sont nouvelles. Elles tiennent désormais compte des résultats d'Estel 2008 (estimations d'emploi localisées), au lieu de résidence, qui peuvent conduire à des révisions de la population active occupée. Et, par conséquent, on observe des modifications des taux de chômage.

Les Demandes d'Emploi en Fin de Mois (DEFM)

Depuis 2009, les demandeurs d'emploi sont répartis en cinq catégories (A, B, C, D et E). La catégorie A concerne les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi et sans emploi (anciennement catégories 1, 2 et 3 hors activité réduite).

Les estimations d'emploi

L'évolution de l'emploi est basée sur les bordereaux récapitulatifs de cotisations adressés par les employeurs à l'URSSAF. Les données concernent l'ensemble de l'économie hors secteurs de l'agriculture et secteurs non marchands (administration, éducation, santé et action sociale).

Les créations d'entreprises

La statistique des créations d'entreprises est constituée à partir des informations du répertoire des entreprises et des établissements.

À partir de 2009, les créations d'entreprises sont diffusées dans la nomenclature agrégée NA fondée sur la NAF rév. 2.

INVESTISSEMENTS DANS L'INDUSTRIE

Le département de la Conjoncture de l'Insee effectue une enquête trimestrielle sur l'investissement auprès des industriels. Le champ recouvre les secteurs de l'industrie manufacturière et des industries extractives. L'échantillon est constitué d'environ 4 000 entreprises de 20 salariés et plus. Les résultats de l'enquête permettent d'évaluer la situation conjoncturelle de l'investissement dans l'industrie, au niveau national.

En France métropolitaine, en octobre 2011, l'indicateur de révision des investissements devient négatif. Cet indicateur est calculé sur les montants d'investissement déclarés à chaque enquête par les entreprises de l'industrie manufacturière hors industries agricoles et alimentaires et cokéfaction et raffinage.

Il laisse ainsi attendre une baisse de l'investissement dans l'industrie en fin d'année 2011. Pour l'année 2012, les chefs d'entreprise prévoient une hausse plus modérée de l'investissement : +4 % après +11 % en 2011.

Selon les chefs d'entreprise de l'industrie manufacturière, leurs motivations d'investissement en 2012 seraient semblables à celles de 2011. La part des investissements destinés au renouvellement des équipements (28 %), ceux répondant aux autres motivations telles que la sécurité, l'environnement, les conditions de travail (22 %) ou encore aux économies d'énergie (9 %) se maintiendrait à un niveau plus important qu'en moyenne sur les vingt dernières années (respectivement 26 %, 20 % et 6 %). A contrario, la part des investissements destinés à l'extension des capacités productives (13 %) et à l'automatisation (7 %) serait, comme en 2011, plus faible qu'en moyenne (resp. 16 % et 11 %).

Pour 2012, les chefs d'entreprise jugent moins favorablement que pour 2011 l'ensemble des facteurs influençant leur investissement, à l'exception des perspectives de profit. En particulier, ils s'attendent à ce que les perspectives de demande, le niveau des taux d'intérêt tout comme les conditions globales de financement soient nettement moins favorables.